

Nos priorités

Pour la relance européenne :

Solidarité, soutenabilité, numérique

Berlin, Paris, Rome, 11 Mai 2020

La situation

Nous, les présidents des trois plus grandes organisations d'entreprises de l'Union européenne, membres de Business Europe, sommes profondément préoccupés des conséquences sociales, économiques et politiques de la pandémie. C'est un choc énorme, inattendu et tragique pour la vie publique, la santé, le bien-être social et l'activité économique dans nos pays.

La pandémie créera des dommages économiques et sociaux sans précédent, affectant plus durement certains territoires et secteurs industriels et mettant en péril les règles du jeu équitables pour l'Union européenne. La production économique, l'emploi et les finances publiques risquent de subir un recul considérable cette année. La reprise sera lente jusqu'à ce que la situation des soins de santé puisse être entièrement maîtrisée.

Aucun pays européen n'a été frappé de la même façon, mais tous ont mis en place des mesures économiques et sociales pour limiter l'impact de la crise. Nos entreprises travaillent en collaboration étroite avec les pouvoirs publics pour gérer la situation sanitaire, relancer l'économie en respectant toutes les précautions sanitaires et pour sauver autant d'emplois et d'activités que possible. Les politiques publiques ont permis très rapidement d'aider à sauvegarder la liquidité et la solvabilité de nos entreprises et à garantir des régimes de chômage partiel et des transferts sociaux à nos travailleurs. La Banque centrale européenne a considérablement intensifié son programme de fourniture de liquidités au système financier. Tout cela est nécessaire. Mais ce n'est pas encore suffisant.

Malgré ces mesures sans précédent, nos économies et nos sociétés seront durement touchées cette année. Des incertitudes majeures continueront de peser sur nos entreprises quant à la production, les chaînes d'approvisionnement, les transports internationaux, le commerce et les perspectives du marché. Nos salariés et nos consommateurs seront confrontés au risque de pertes de revenus, de chômage dans un contexte imprévisible.

Nous avons besoin d'un plan européen massif.

La voie à suivre

1. *Une réponse majeure de politique publique s'impose.* La situation actuelle nécessitera un degré de soutien public inédit en temps de paix. Il s'agit, pour nos gouvernements de passer des mesures de sauvetage, sur l'emploi, les revenus ou la liquidité, à un plan de sortie de crise avec un soutien budgétaire, dès ce trimestre. La bonne articulation des diverses phases de ce plan, dans les trois à cinq prochains trimestres, est capitale pour permettre aux entreprises et aux travailleurs de planifier le retour à des modes d'activité plus normaux. Nous devons passer du confinement à la sortie, de la sortie à la stabilisation tant qu'aucun vaccin n'est disponible, puis au rétablissement complet une fois la pandémie maîtrisée.

2. *La coopération européenne et internationale en matière de sortie et de reprise est indispensable.* De toute évidence, la remise en route de la production, du marché unique, des transports transfrontaliers, de la mobilité de la main-d'œuvre et du tourisme en Europe nécessite une coopération étroite de nos gouvernements et de nos institutions européennes. Après une première phase de ripostes nationales peu coordonnées, une réponse européenne approfondie est désormais fermement prévue et devrait être renforcée. Il appartiendra aux pays du G20, agissant conjointement et de façon plus concertée que lors de la crise précédente, en collaboration avec l'OMC et le FMI, entre autres, d'assurer le maintien d'un système commercial international ouvert et de limiter l'impact de la pandémie, en particulier sur les pays en développement. Un dialogue bilatéral avec les grands acteurs, tant du côté transatlantique que du côté Asie-Pacifique, est indispensable pour éviter toute escalade protectionniste.

3. *La réponse de l'Union européenne doit être d'une ampleur sans précédent.* Nous exhortons nos gouvernements et les institutions européennes à apporter une réponse européenne ambitieuse et inédite. L'encadrement temporaire des aides d'État doit être significativement renforcé pour permettre aux pays européens de soutenir le retour à l'activité des entreprises (via, par exemple, la prolongation de la durée des prêts garantis et la réduction des coûts des mesures). Tous les instruments existants doivent être mobilisés, d'autres nouveaux et innovants doivent être mis en œuvre. Au-delà du premier paquet de mesures étendant ou utilisant les capacités de prêt de la BEI, de la Commission et du MES, nous appelons les dirigeants européens à définir des mesures supplémentaires et à approuver rapidement une proposition audacieuse pour le prochain cadre pluriannuel du budget européen, afin de créer un Fonds européen de relance de taille adéquate, capable de fournir un juste équilibre entre prêts et subventions en faveur des États membres.

4. *Des politiques nationales fortes doivent également être mises en place.* Toutes les entreprises et les travailleurs de l'Union doivent bénéficier d'une reprise forte et partagée entre tous les pays de l'UE. Des mesures budgétaires contracycliques, générales et

sectorielles, seront nécessaires pour soutenir la demande intérieure une fois que les perturbations de l'offre se seront estompées. Dans de nombreux pays, ces mesures devront être substantielles et s'appuyer à la fois sur des baisses des impôts et sur les dépenses publiques. Une aide spécifique aux personnes les plus vulnérables doit intervenir compte tenu de la gravité extraordinaire de la récession

5. Une réponse budgétaire forte implique un degré élevé de solidarité. Des mesures de relance substantielles, tant au niveau national qu'europpéen, seront nécessaires au moins jusqu'en 2023, pouvant aller jusqu'à 5% du PIB par an dans la plupart des pays. La bonne réponse européenne en termes de taille, de calendrier, de type de financement mis à disposition, en lien avec les programmes de dépenses existants ou nouveaux, déterminera les conditions dans lesquelles l'Union européenne pourra sortir de cette crise. La solidarité budgétaire doit se manifester par des ressources communes au profit des pays les plus touchés. Tout doit être fait pour éviter des dommages à l'appareil productif et pour limiter autant que possible les défaillances de l'entreprise. Aucune entreprise européenne ne devrait échouer ou subir des pertes durables du fait d'un manque de soutien dans son pays. Les institutions de l'UE devront veiller aux conditions de concurrence équitables en cette période extraordinaire. En outre, des programmes de prêts largement élargis par le biais de la BEI, d'InvestEU et de programmes similaires sont nécessaires pour soutenir l'investissement privé et accroître l'investissement public.

6. Les nouvelles priorités politiques doivent désormais être effectivement financées. Les grandes ambitions politiques européennes en faveur d'une Europe plus verte, plus inclusive et innovante, et plus souveraine, qui n'avaient pas été financées jusqu'à présent devront être entièrement budgétisées. Nous exhortons nos gouvernements et les institutions européennes à respecter leurs engagements et à s'appuyer sur l'ambition du *Green deal* pour donner un nouvel élan aux infrastructures matérielles et immatérielles, à la numérisation, à la rénovation de notre industrie et au renforcement des compétences. Un soutien total aux investissements dans les technologies clés et à l'amélioration des chaînes de valeur stratégiques est prioritaire pour relancer nos économies et pour construire un socle industriel plus résilient. Il nous faut dès maintenant assurer le financement des fonds propres des entreprises. Tout cela exigera de la force, de la persévérance et des priorités claires pour toute la décennie. Toute mesure qui risquerait d'alourdir la charge fiscale ou administrative des entreprises, au niveau national ou européen, doit être évitée.

L'ensemble de ces actions doit s'intégrer dans une stratégie globale pour une croissance inclusive,



Le BDI, la Confindustria et le MEDEF, avec BusinessEurope, continueront à coopérer pour participer à la mise en place des mesures et de politiques, nationales et européennes, pour faire renaître l'économie européenne et pour défendre la compétitivité de leurs entreprises dans la mondialisation.

Vincenzo Boccia de Confindustria

Dieter Kempf, président du BDI

Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef